

AVANT-PROPOS

Il y a, en Afrique noire, une vie politique pleine et authentique. Une fois reconnu ce fait (mais tout le monde ne l'admet pas...), rien n'est vraiment résolu. Le sens commun occidental et, façonné par lui, l'appareil conceptuel de la science politique restent déroutés par vingt ans d'indépendance (parfois plus, parfois moins, parfois pas encore...). De même, n'avait jamais été réellement comprise la complexité des dynamiques sociales sous-jacentes à l'oppression coloniale, et constitutives de celle-ci.

Le premier réflexe de l'observateur européen fut en quelque sorte d'inspiration missionnaire : il consista à énoncer ce que devait être ou plutôt, compte tenu des réalités manifestes, ce que devait devenir le politique en Afrique noire. Cette attitude revenait assez largement à établir une pathologie politique africaine, au sens où Claude Bernard parlait de « la connaissance des maladies et des causes qui les déterminent ». Les principales endémies repérées étaient le tribalisme, la corruption, l'autoritarisme, l'instabilité institutionnelle. Mais il faisait peu de doute qu'avec le développement viendrait la bonne santé constitutionnelle et libérale. Le développement ne vint pas, ni la bonne santé : une vague de coups d'État balaya le continent, conférant assez paradoxalement un semblant de respectabilité à des régimes de parti unique qui ne correspondaient pourtant pas aux canons de la démocratie libérale et à qui, dans un premier temps, on n'avait pas ménagé les critiques ; ici et là, des dictateurs imposèrent leur domination, faisant peu à peu reculer le seuil de tolérance à l'horreur politique. L'approche normative libérale se maintint cependant, voyant dans cette aggravation de l'état du corps social africain autant de complications morbides qui justifiaient en définitive le diagnostic originel. Yves-André Fauré montre pourquoi il faut définitivement renoncer au discours strictement juridique des constitutionnalistes qui prévaut encore dans les universités françaises (p. 34-52).

Parallèlement, l'approche marxiste, qui s'était affirmée en soulignant le poids de la dépendance dans les dynamiques socio-politiques en Afrique noire, non sans éviter un certain prophétisme empreint de finalisme et, parfois, de simplisme, rencontrait moins peut-être ses propres limites que la nécessité d'affiner et de renouveler ses analyses. De cette exigence sont nés et se poursuivent un certain nombre de travaux, parmi lesquels nous avons choisi L'État au Cameroun de Jean-François Bayart, en guise d'illustration : politistes (Jean-François Médard, Christian Coulon et Yves-André Fauré) et anthropologues (Jean-Claude Barbier et Jean Copans) présentent les perspectives ouvertes par ce troisième souffle des études « africanistes », mais aussi ses incertitudes (p. 120-139).

La question centrale à laquelle on est aujourd'hui confronté si l'on cherche à mieux comprendre cette vie politique en Afrique noire, a trait au repérage de ses modalités et au champ social qu'elle occupe. Déjà, des différences considérables se font jour d'un pays à l'autre : le processus de démocratisation que le président Houphouët-Boigny imprime à son régime et dont Jean-François Médard retrace l'une des étapes (p. 102-113) n'est évidemment pas comparable au populisme sanglant de « Papa Bokassa » (p. 86-93), même si, dans les deux cas, l'image du Père de la Nation se met au service de la construction d'une légitimité ou, tout au moins, d'une domination. Au sein même d'un système, des clivages se dessinent nettement : entre aînés et cadets sociaux, dit Jean-François Bayart, mais sur ce point Jean Copans et Jean-Claude Barbier lui demandent de nuancer ou d'approfondir son propos (p. 130-139) ; entre jeunes cadres de la période postcoloniale et anciens du combat nationaliste, note Jean-François Médard en observant le VII^e congrès du P.D.C.I.-R.D.A., et de fait les discours respectifs de Félix Houphouët-Boigny et du Dr Djedje Mady révèlent une contradiction politique notable, en même temps que l'ambiguïté de sa portée et de sa signification (p. 102-119) ; entre contestation populaire et récupération de cette contestation par des segments d'élite plus ou moins nouvellement oppositionnels, comme dans le cas du Centrafrique (p. 86-101).

Mais par-delà, où s'arrête le politique et en quoi concerne-t-il l'immense masse des Africains, dans la situation de dénuement matériel qui est souvent la leur et dont témoigne l'enquête de Jean-Loup Amselle sur les réfugiés du Mali (p. 5-22) ? Quel est le point de rencontre, quelle est la ligne de cohérence entre la condition quotidienne des « sans importance », celle qu'exprime par exemple une Camerounaise, Thérèse (p. 85), et la « société politique » que dirigent les gouvernants et que les politicolo-

gues étudient ? Il est bien certain que les sciences sociales (et ce n'est pas particulier aux études consacrées à l'Afrique) ne sont pas encore parvenues à rendre compte de cette articulation du particulier au général, alors même qu'elle constitue leur objet. Le politique a toujours été saisi plutôt « par le haut », et on ne sait pas trop en quoi il consiste, « vu du bas ». Il est cependant de plus en plus clair que les sociétés politiques africaines, aussi contrôlées soient-elles, sont également produites par l'action des groupes sociaux dominés, et Jean-François Bayart avance quelques propositions méthodologiques pour mieux cerner leur influence (p. 53-82). D'ores et déjà, il apparaît que cette contribution ne s'exerce pas forcément dans le sens que l'on annonçait. La guérilla a bien été victorieuse au Tchad, conclut R. Buijtenhuijs, mais il doute qu'il s'agisse réellement d'une guerre révolutionnaire (p. 23-33). D'une façon convergente, deux livres du Centre for development research de Copenhague, dont François Constantin fait la recension (p. 151-153), suggèrent que les paysannes du Kenya et de Tanzanie savent subvertir les mécanismes du capitalisme, sans pour autant s'ériger en forces politiques autonomes, pourvoyeuses d'une rupture politique globale et spécifique. On rejoint ici le dilemme majeur que formule Jean-François Bayart, en empruntant ces concepts à Michel de Certeau : existe-t-il des stratégies populaires, ou seulement des tactiques, c'est-à-dire des « manières de faire » avec ce que le pouvoir impose (p. 80-82) ? On rejoint également l'interrogation de Christian Coulon : peut-on valablement analyser le politique en faisant abstraction de l'économique (p. 124-127) ?

Ce premier numéro de *Politique africaine* n'apporte aucune réponse définitive aux questions qu'il soulève. Il montre seulement que l'on ne peut plus, aujourd'hui, parler des sociétés politiques africaines de la même manière qu'il y a vingt ans et il trace quelques pistes neuves de réflexion.

Écartons immédiatement tout malentendu à ce propos. Il n'entre pas dans nos intentions de constituer une école revendiquant le monopole du savoir, de former une chapelle de plus, sûre de son objectivité et de ses interprétations. Bien au contraire, *Politique africaine* se veut un lieu d'échanges contradictoires. Mais pour être fructueux, un tel débat devra avant tout se fonder sur une meilleure connaissance empirique des faits : ceux du « haut » comme ceux du « bas ».

C.C.

J.-F. B

Y.-A. F.